

Examen du projet de Loi de finances 2019/Audition des membres du gouvernement (suite)

Le rythme s'accélère !

Stéphane MASSASSA
Libreville/Gabon

LES auditions relatives à l'examen du projet de Loi de finances 2019 se sont poursuivies, jeudi et vendredi, au Sénat, avec Francis Nkea Ndzigue (Éducation nationale), Ali Akbar Onanga Y'Obegue (Fonction publique), Madeleine Berre (Promotion des investissements), Arnauld Calixte Engandji Alandji (Égalité des Chances) et Jacques-Denis Tsanga (Eaux et Forêts). On note pour ce qui est du ministère de l'Éducation nationale, un budget prévisionnel de 47.275.661.325 F.CFA pour le programme "Enseignement pré-primaire et primaire", hormis les crédits de fonctionnement qui, selon le ministre d'Etat Francis Nkea, s'élèveraient à 1.650.000.000 F.CFA. De même, les programmes "Enseignement secondaire" et "Enseignement technique et professionnel", ainsi que celui du "Pilotage et soutien des politiques de l'Éducation", se sont vu affectés respectivement, 130 275.664.450 F.CFA ; 12.641.070.033 F.CFA ; et 8.052.712.446 F.CFA. Ces enveloppes ne prennent pas en compte les crédits de fonctionne-



Photo : Ngoubilli Gaston

Madeleine Berre ...

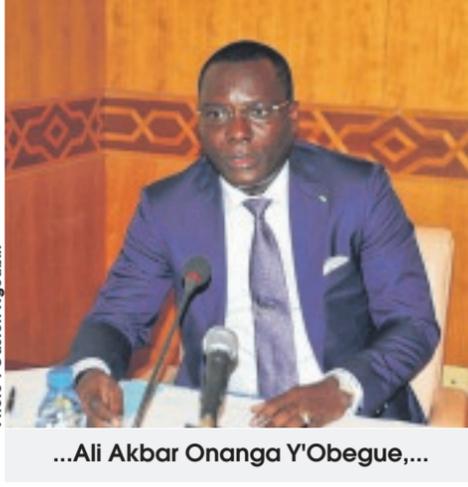


Photo : Gaston Ngoubilli

...Ali Akbar Onanga Y'Obegue,...

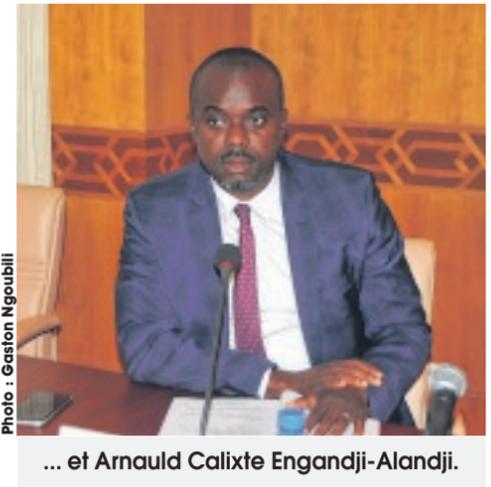


Photo : Gaston Ngoubilli

... et Arnauld Calixte Engandji-Alandji.

à hauteur de 3 887 349 128 F.CFA contre 1 923 609 570 F.CFA au titre de la Loi des finances rectificative 2018. "Soit une augmentation de 102%", a précisé Mme Berre. Quant au ministère de l'Égalité des



Photo : DR

Les sénateurs ont, entre autres, reçu tour à tour, les ministres...

ment qui s'élèvent respectivement à 8.644.918.500 F.CFA ; 950.000.000 F.CFA et 264.480.513 F.CFA. S'agissant du ministère de la Fonction publique, en charge de la Modernisation de l'Etat, Ali Akbar Onanga

a expliqué que, pour cette année 2019, le budget réservé au programme Fonction publique s'établirait à 4.339.107.866 F.CFA contre 11.998.066.712 F.CFA en 2018. Soit, a-t-il précisé, une baisse de 64%.

Une baisse, selon lui, imputable à la suppression des crédits d'investissement dudit programme, d'un montant de 7.500.000 F.CFA, et à une réduction de la moitié des crédits de transferts qui s'élevaient

en 2018, à 450 196 000 F.CFA. Au programme "Modernisation de l'Etat", il est prévu une enveloppe globale de 373.449.832 F.CFA, contre 237.408.674 F.CFA à l'exercice précédent. Tandis que pour le programme "Pilotage et soutien", le ministre de la Fonction publique entend injecter 2.793.440.560 F.CFA. Pour sa part, la ministre en charge de la Promotion des Investissements et des Partenariats publics-privés a, d'entrée, tenu à préciser aux sénateurs que seul le programme "Pilotage et soutien aux politiques des investissements et des partenariats publics-privés" est rattaché au département ministériel dont elle a la charge. Et que celui-ci était budgétisé

Chances en charge de la Jeunesse et des Gabonais de l'Étranger, on notera de l'intervention du ministre Engandji Alandji que le budget prévu pour cet exercice 2019 s'élève à 679.255.456 F.CFA. Un montant qui devra être partagé entre les dépenses de personnels (216.447.456 F.CFA), les dépenses de biens et services (250 millions) et les dépenses de transfert (212.808.000 F.CFA). Il en est de même au ministère des Eaux et Forêts où, Jacques Denis Tsanga a fait remarquer que l'enveloppe allouée à son département ministériel avait connu une baisse de 18,56%. Soit 15.689.121.384 F.CFA en 2019, contre 19.264.726.672 F.CFA pour l'exercice qui s'achève.

Clôture de l'assemblée générale de l'Union des Conseils économiques et sociaux d'Afrique

Pour la mise en œuvre effective de la "Déclaration de Libreville"



Photo : Wilfried MBINAH/ L'Union

Deux dirigeants de l'Ucesa lors des travaux de l'assemblée générale.



Photo : Wilfried MBINAH/ L'Union

Photo de famille des participants.

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

LA clôture de l'assemblée générale de l'Union des Conseils économiques et sociaux et Institutions similaires d'Afrique (UCESA) a eu lieu il y a deux jours à Libreville. La fin de ces travaux a été sanctionnée par un ensemble de recommandations contenues dans ce que les participants ont appelé la "Déclaration de Libreville". Ledit document a été concocté

autour du thème : "Les Conseils économiques et sociaux face aux défis de financement de l'adaptation au changement climatique". Cette thématique générale englobait quatre sous-thèmes notamment, la gouvernance et l'Accord de Paris, état des lieux ; le financement de l'énergie renouvelable ; le financement de l'agriculture et le financement technologique et de la recherche. En somme, au regard de la problématique sur laquelle les CES d'Afrique ont planché, plusieurs décisions

ont été retenues. S'agissant de la COP24, l'UCESA a réaffirmé, entre autres, son attachement à la prise des décisions concrètes sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur la base des directives du récent rapport du GIEC d'octobre 2018. "Nous soulignons l'importance de mettre en œuvre immédiatement des actions d'adaptation aux effets des changements climatiques sur le long terme, en tenant compte des besoins spécifiques des populations les plus vulnérables, en parti-

culier des petits Etats insulaires en développement et des pays les moins avancés", ont dit les participants. Une recommandation a également été faite sur la mise en place d'une stratégie claire sur le financement de la lutte contre les changements climatiques et sur leur prévisibilité au regard des engagements dans le cadre de l'accord de Paris... "Nous exhortons à faire de la transition énergétique un moyen d'amélioration de la capacité d'adaptation et de résilience des économies afri-

caines", ont-ils déclaré. Toute chose qui explique, selon le président de l'UCESA, Boukassoum Haidara, la "Déclaration de Libreville". Selon lui, "l'importance et l'intérêt qu'a suscité la thématique traitée au cours de la présente assemblée générale ordinaire, prouve à suffisance qu'en tant que forces de propositions et d'orientations, les Conseils économiques et sociaux se doivent d'être à l'affût des sujets qui concourent à la sécurisation et au développement socio-économique de notre

continent, voire de l'humanité toute entière". L'orateur a demandé aux membres de l'UCESA de "convaincre nos gouvernants que face aux effets dévastateurs du dérèglement climatique, nous devons inscrire l'adaptation, l'atténuation de nos modes de vie en priorité dans nos politiques nationales de limitation du péril écologique qui pointe à l'horizon en renforçant nos contributions déterminées au niveau national (CDN), sans attendre exclusivement l'aide financière étrangère".